

ARCHIVES HISTORIQUES DE LA COMMISSION

COLLECTION
DES DOCUMENTS "SEC"

Dossier SEC(66)3350

Vol. 1966/0111

Disclaimer

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1), modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25.3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.

In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.

Secrétariat Exécutif

III/SBC(66) 3350

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

Procédure écrite C/1109/66

Objet : Travaux d'études à confier à l'extérieur et portant d'une part, sur les investissements américains dans la Communauté et, d'autre part, sur les industries mécaniques et électronique (Direction Générale du Marché Intérieur - Art. 93 du budget 1966)

J'ai l'honneur de vous soumettre sous ce pli une communication de M. COLONNA di PALIANO relative à l'objet susmentionné.

Sur la base de cette communication, il est demandé à la Commission d'autoriser :

- la conclusion de contrats d'études avec :

a) Mme JADOUL, Hélène, pour la période du 1er novembre 1966 au 30 avril 67, ce qui représente une dépense de 90.000 FB pour les besoins des travaux d'études sur les investissements américains dans la C.E.E.;

b) M. SANTOPINTO, Marco, pour la période du 1er novembre 1966 au 28 février 1967, ce qui représente une dépense de 60.000 FB pour les besoins des travaux d'étude dans le secteur des industries mécaniques et électronique

- l'engagement d'une dépense totale de 150.000 FB (somme des deux contrats prévus) à imputer sur le poste 931 du budget 1966 au moyen des crédits qui ont été attribués à la D.G. III;

- le Directeur Général du Marché Intérieur à conclure les deux contrats en question au nom de la Commission.

L'accord de la Commission est sollicité, à la demande de M. COLONNA di PALIANO, par la procédure écrite.

En conséquence, je vous serais obligé de bien vouloir faire connaître au Secrétariat Exécutif (à l'attention de M. v. BISMARCK, bureau 4-14, tél. 2362, tél. secr. 2363) avant le vendredi 4 novembre 1966, à 18 H, vos observations ou réserves éventuelles. Si aucune observation ni réserve n'a été formulée à cette date, la proposition sera réputée approuvée.

P.j.

Copie à : D.G. III

Direction du Budget et du
Contrôle Financier

E. NOEL
Secrétaire Exécutif

Note du Secrétariat Exécutif

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction Générale responsable

: Marché Intérieur

Service associé

Pour accord

Direction du Budget et
du Contrôle Financier

: Accord en ce qui concerne
l'aspect budgétaire

I.

Au cours de sa 30^{le} réunion, la Commission a chargé la Direction Générale du Marché Intérieur de "recueillir et de coordonner les données de fait concernant les investissements américains dans la Communauté en vue d'établir un rapport d'ensemble sur l'état de la situation". Ce travail est actuellement en cours au sein de la Division III/D/4. Pour pallier l'insuffisance des effectifs nécessaires à cette tâche, la Direction Générale du Marché Intérieur a confié à un expert M. PUECH, Gilbert, certains travaux portant sur le problème en cause (voir procédure écrite C/414/66 du 22 avril 1966). Ce même expert a été aussi chargé d'études en relation avec les négociations "Kennedy". L'actualité de ces négociations a conduit la Direction Générale du Marché Intérieur à consacrer à cette tâche l'ensemble des prestations de M. PUECH. Pour cette raison aussi, il est devenu nécessaire de demander à la Commission l'autorisation de faire appel au service d'un nouvel expert Mme JADOUL, Hélène, afin de reprendre les études sur les investissements américains dans la C.E.E., que M. PUECH n'est plus en mesure de conduire.

Mme JADOUL, au cours du stage qu'elle a effectué depuis le 1^{er} mai 1966 à la Direction Générale du Marché Intérieur, Direction D, Division "Secteurs industriels et commerce", a fait preuve de qualités remarquables, démontrant notamment une aptitude particulière à l'analyse économique et une faculté d'adaptation peu communes; en outre, ses travaux en tant que stagiaire ont été consacrés aux problèmes des secteurs industriels et des investissements étrangers dans la C.E.E.

C'est la raison pour laquelle, il est demandé à la Commission d'autoriser la conclusion d'un contrat d'études avec Mme JADOUL, Hélène, pour une période de six mois, prenant cours le 1^{er} novembre 1966, sur une base forfaitaire de 15.000 frs par mois.

Mme JADOUL effectuera ses prestations suivant les directives qui lui seront communiquées par le Directeur Général du Marché Intérieur.

.../...

Le montant global des honoraires couvre, outre les travaux à effectuer, tous les frais de séjour et de déplacement que Mme JADOUL serait amenée à effectuer durant la période de son contrat, tous risques restant à charge de l'intéressée.

Le contrat prévu sera signé pour la Commission par le Directeur Général du Marché Intérieur.

II.

Dans le cadre des études par secteurs industriels, le secteur des industries mécaniques et électriques de la division III/D/4 doit procéder notamment à l'analyse économique des branches "machines-outils" et "électronique".

Pour effectuer ces études, ce secteur ne dispose que des services d'un seul fonctionnaire de grade A/5-4. Il devrait être assisté dans les mois qui suivent par un expert chargé de certains travaux précis et limités, d'autant plus qu'il doit consacrer une grande partie de ses activités aux travaux relatifs aux négociations Kennedy. Pour pallier temporairement cette lacune, il est proposé à la Commission de confier à M. SANTOPINTO, Marco, une série de travaux pendant une période de quatre mois prenant cours le 1er novembre 1966.

L'intéressé est "laurea in scienze politiche" de l'Université Catholique de Milan. Il a déjà été stagiaire auprès du Service de Presse et d'Information de la C.E.E. de juin à novembre 1965. Son excellente formation économique incite la Direction Générale du Marché Intérieur à lui confier ces travaux. Le paiement de ses prestations devrait être couvert par l'attribution d'une somme forfaitaire de 15.000 frs par mois suivant les mêmes modalités que celles prévues pour l'expert JADOUL au trois derniers alinéas du point I.

.../...

III.

Décisions soumises à la Commission

Il est demandé à la Commission d'autoriser :

- la conclusion de contrats d'études avec :
 - a) Mme JADOUL, Hélène, pour la période du 1er novembre 1966 au
30 avril 1967,
ce qui représente une dépense de 90.000 F.B., pour les besoins
des travaux d'études sur les investissements américains dans la
C.E.E.;
 - b) M. SANTOPINTO, Marco, pour la période du 1er novembre 1966 au
28 février 1967,
ce qui représente une dépense de 60.000 F.B., pour les besoins
des travaux d'études dans le secteur des industries mécanique et
électronique.
 - l'engagement d'une dépense totale de 150.000 F.B. (somme des deux
contrats prévus) à imputer sur le poste 931 du budget 1966 au moyen
des crédits qui ont été attribués à la D.G.III;
 - le Directeur Général du Marché Intérieur à conclure les deux contrats
en question au nom de la Commission.
-

Brüssel, den 29. Oktober 1966
Orig.: F (26. Oktober 1966)
VERTRAULICH

Exekutivsekretariat
III/SEK(66) 3350

VERMERK FÜR DIE HERREN MITGLIEDER DER KOMMISSION

Schriftliches Verfahren C/1109/66

Betrifft: Vergabe von Studienaufträgen betreffend die amerikanischen Investitionen in der Gemeinschaft einerseits und die Maschinen- und Elektronenindustrie andererseits nach außerhalb (Generaldirektion Innerer Markt - Art. 93 des Haushaltsplans 1966)

Ich gestatte mir, Ihnen in der Anlage eine Mitteilung von Herrn COLONNA di PALIANO in obiger Angelegenheit vorzulegen.

Auf der Grundlage dieser Mitteilung wird die Kommission gebeten:

- den Abschluß von Studienverträgen mit folgenden Personen zu genehmigen:
 - a) Frau JADOUL, Hélène, für die Zeit vom 1. November 1966 bis 30. April 1967 (90.000 bfrs für eine Studie über die amerikanischen Investitionen in der EWG;
 - b) Herr SANTOPINTO, Marco, für die Zeit vom 1. November 1966 bis 28. Februar 1967 (60.000 bfrs für eine Studie über die Maschinen- und Elektronenindustrie)
- die Mittelbindung für insgesamt 150.000 bfrs (für die beiden vorgesehenen Verträge) zu bewilligen, die unter Posten 931 des Haushaltsplans 1966 mit den Mitteln der GD III zu verrechnen sind;
- den Generaldirektor für Inneren Markt zu ermächtigen, die beiden genannten Verträge im Namen der Kommission abzuschließen.

Auf Antrag von Herrn COLONNA di PALIANO wird um die Zustimmung der Kommission im schriftlichen Verfahren nachgesucht.

Ich darf Sie daher bitten, etwaige Einwendungen oder Vorbehalte bis Freitag, 4. November 1966, 18 Uhr, dem Exekutivsekretariat (z. Hd. von Herrn von BISMARCK, Büro 4-14, App. 2362, App. Sekr. 2363) mitzuteilen. Falls bis dahin keine Einwendungen oder Vorbehalte vorliegen, gilt der Vorschlag als angenommen.

(gez.) E. NOËL
Exekutivsekretär

Anlage

Durchschrift an: die GD III
die Direktion Haushalt und
Finanzkontrolle

Vermerk des Exekutivsekretariats

VORBEREITUNG DES DOKUMENTS

Federführende Generaldirektion:

Innerer Markt

Beteiligte Dienststelle

Einverständnis

Direktion Haushalt und
Finanzkontrolle:

Einverstanden hinsicht-
lich des budgetären
Aspektes

I.

In der 301. Sitzung beauftragte die Kommission die Generaldirektion Innerer Markt, "Material über die amerikanischen Investitionen in der Gemeinschaft zusammenzustellen und zu koordinieren, damit ein Gesamtbericht über die gegenwärtige Lage angefertigt werden kann." Hiermit ist die Abteilung III/D/4 zur Zeit beschäftigt. Wegen Personalmangels hat die Generaldirektion Innerer Markt einen Sachverständigen, Herrn PUECH, Gilbert, mit bestimmten Arbeiten im Zusammenhang mit dieser Frage beauftragt (s. schriftliches Verfahren S/414/66 vom 22. April 1966). Der gleiche Sachverständige wurde außerdem mit Studien über die Kennedy-Runde beauftragt. Auf Grund des hohen Aktualitätsgrades dieser Verhandlungen war die Generaldirektion Innerer Markt gezwungen, Herrn PUECH ausschließlich für diese Aufgabe einzusetzen. Damit die Studien über die amerikanischen Investitionen in der EWG, die Herr PUECH nicht mehr weiterführen kann, fortgesetzt werden können, muß die Generaldirektion Innerer Markt die Kommission darum bitten, die Hinzuziehung eines weiteren Sachverständigen zu genehmigen; es handelt sich um Frau JADOUL, Hélène.

Frau JADOUL hat sich während ihres Praktikums in der Generaldirektion Innerer Markt, Direktion D, Abteilung Industrie und Handel (seit dem 1. Mai 1966) außerordentlich tüchtig gezeigt und vor allem eine Befähigung zur Wirtschaftsanalyse und eine Anpassungsfähigkeit bewiesen, wie sie selten anzutreffen sind; außerdem beschäftigte sie sich während ihrer Praktikantenzeit mit Fragen der Industrie und der ausländischen Investitionen in der EWG.

Die Kommission wird daher gebeten, den Abschluß eines sechsmonatigen Studienvertrags mit Frau JADOUL, Hélène, beginnend am 1. November 1966, Pauschalhonorar 15.000 bfrs monatlich, zu genehmigen.

Frau JADOUL wird nach genauen Anweisungen des Generaldirektors für Inneren Markt arbeiten.

.../...

Der Gesamtbetrag der Vergütungen deckt außer den durchzuführenden Arbeiten auch alle Aufenthalts- und Reisekosten während des Vertragszeitraums; alle Risiken gehen zu Lasten der Vertragsschließenden.

Der vorgesehene Vertrag wird für die Kommission von der Generaldirektion Innerer Markt unterzeichnet.

II.

Im Rahmen der Studien nach Industriezweigen muß die Gruppe für Maschinen- und Elektroindustrie der Abteilung III/D/4 eine Wirtschaftsanalyse der Industriezweige "Werkzeugmaschinen" und "Elektronik" anfertigen.

Zur Durchführung dieser Studien verfügt die Gruppe nur über einen Beamten der Besoldungsgruppe A/5-4. Diese Beamte sollte in den nächsten Monaten von einem Sachverständigen unterstützt werden, der mit bestimmten Arbeiten beauftragt wird, zumal er selbst sich vorwiegend mit Fragen der Kennedy-Runde befassen muß. Der Kommission wird daher vorgeschlagen, Herrn SANTOPINTO, Marco, ab 1. November 1966 für die Dauer von vier Monaten mit der Durchführung einer Reihe von Arbeiten zu betrauen.

Herr SANTOPINTO besitzt das Diplom "laurea in scienze politiche" der Katholischen Universität Mailand. Er war von Juni bis November 1965 Praktikant im Presse- und Informationsdienst der EWG. Angesichts seiner ausgezeichneten Ausbildung in Wirtschaftsfragen möchte die Generaldirektion Innerer Markt ihn mit der Durchführung dieser Arbeiten beauftragen. Für seine Leistungen erhält Herr SANTOPINTO ein Pauschalhonorar von monatlich 15.000 Franken; die Modalitäten sind die gleichen wie für Frau JADOUL (s. Punkt I die letzten drei Absätze).

.../...

III.

Von der Kommission zu genehmigende Beschlüsse

Die Kommission wird gebeten, den Abschluß von Verträgen mit folgenden Personen zu genehmigen :

- a) Frau JADOUL, Hélène, für die Zeit vom 1. November 1966 bis 30. April 1967
(90.000 bfrs für Studien über die amerikanischen Investitionen in der EWG);
 - b) Herrn SANTOPINTO, Marco, für die Zeit vom 1. November 1966 bis 28. Februar 1967
(60.000 bfrs für Studien über die Maschinen- und Elektronen-industrie).
- die Mittelbindung für insgesamt 150.000 bfrs (für die beiden Verträge) zu bewilligen, die unter Posten 931 des Haushaltsplans 1966 mit den Mitteln der GD III zu verrechnen sind;
 - den Generaldirektor für Inneren Markt zu ermächtigen, die beiden Verträge im Namen der Kommission abzuschließen.
-